



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
Boisement de terres agricoles sur les communes
de Val-du-Maine, Cossé-en-Champagne (53) et Poillé-sur-Vègre (72)

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2024/SGAR/DREAL/82 du 20 mars 2024 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVALL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2024/DREAL/N° SDR-24-AG-04 du 8 juillet 2024 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2024-7953 relative au boisement de terres agricoles aux lieux-dits « Château de Varennes l'Enfant » sur la commune de Val-du-Maine (parcelles cadastrales section B n°164, 165, 168, 169, 170 et 180), « le Brault » sur la commune de Cossé-en-Champagne (parcelle cadastrale section C n°268) et « le Perray » sur la commune de Poillé-sur-Vègre (parcelle cadastrale section ZV n°2), déposée par l'indivision d'ALBARET, représentée par M. Xavier d'ALBARET, et considérée complète le 27 juin 2024 ;

Considérant que le projet consiste en la création d'un boisement sur d'anciennes terres agricoles, d'une surface totale de 12 ha, réparti en quatre îlots sur des terrains d'une surface totale de 14,4 ha, sur les communes de Val-du-Maine, Cossé-en-Champagne et Poillé-sur-Vègre ; que ce boisement, notamment destiné à la production de bois d'œuvre, sera composé d'essences de chêne sessile, cèdre, pin laricio, robinier faux-acacia, et divers feuillus d'accompagnement ;

Considérant que le robinier faux-acacia est une essence invasive, contre la propagation de laquelle il est difficile voire impossible de lutter, susceptible de coloniser les boisements d'autres essences à sa proximité et d'en rendre l'entretien difficile ; qu'il est recommandé de ne pas planter d'essence de robinier faux-acacia et de le remplacer par d'autres essences parmi celles prévues au projet ;

Considérant que le projet prévoit de conserver les haies, arbres et talus existants ;

Considérant que le projet prévoit de conserver hors plantation une bande enherbée de 6 m de large en périphérie de chacun des îlots du projet de boisement, ainsi qu'une bande enherbée de 10 m de large de part et d'autre du ruisseau dit « des quatre curés » ; qu'il prévoit également de laisser en herbe sans plantation une surface de 0,03 ha au droit du passage d'une ligne EDF ;

Considérant que les emprises du futur boisement feront l'objet d'un travail au sol (labour uniquement sur les lignes de plantation) ; qu'il conviendra de réaliser ce travail perpendiculairement à la pente pour éviter un effet « drainant » ; que des travaux de dégagement sont prévus une fois par an durant les cinq premières années suivant la plantation ; qu'il n'est prévu aucun arrosage ;

Considérant que l'emprise du projet n'est pas concernée par un périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ; que les îlots 1, 2, 3 et 4 sont situés respectivement à 30 m, 130 m, 400 m et 700 m de la ZNIEFF de type 1 « Vallée du Treulon à la Havardière » ;

Considérant que les îlots 1 et 2 sont situés dans le périmètre de protection de la Chapelle de Varennes l'Enfant, inscrite au titre des monuments historiques ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact ;

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de boisement aux lieux-dits « Château de Varennes l'Enfant » sur la commune de Val-du-Maine, « le Brault » sur la commune de Cossé-en-Champagne et « le Perray » sur la commune de Poillé-sur-Vègre est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'indivision d'ALBARET, représentée par M. Xavier d'ALBARET et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, thématique évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
La cheffe du Service Connaissance des Territoires
et Évaluation (SCTE)

Délais et voies de recours

Lorsque l'arrêté préfectoral soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours administratif préalable doit être adressé :

- Le recours gracieux :
Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire
Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2
- Le recours hiérarchique :
Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Commissariat général au développement durable (CGDD)
Tour Séquoia 1 place Carpeaux
92800 Puteaux

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr